

Santé : des députés du Centre-Val de Loire ont fait dix propositions d'amélioration de l'accès aux soins à Jean Castex

Les treize députés de la majorité présidentielle de la région Centre-Val de Loire ont formulé par écrit dix propositions pour améliorer la qualité de l'accès aux soins. Plusieurs d'entre eux ont rencontré le Premier ministre mardi 5 octobre à Matignon.

Publié le 06/10/2021 à 18h45 • Mis à jour le 06/10/2021 à 18h56



Photo d'illustration. © Jean-François Frey/L'Alsace/MaxPPP

Loiret

Treize députés de la majorité présidentielle de la région Centre-Val de Loire ont remis mardi 5 octobre dix propositions au Premier ministre Jean Castex. Ces propositions portent sur l'amélioration d'accès aux soins dans la région, plus grand désert médical de France.

Stéphanie Rist @stephanie_rist

Réunion à @Matignon sur l'accès aux soins en @RCValdeLoire, suite au courrier que j'avais adressé à @JeanCASTEX avec 13 députés @LaREM_AN. Notamment des échanges sur l'augmentation du nombre d'internes. #MaSanté2022 @FJolivet36 @NadiaEssayan @baudu_stephane @LoicKervran18

1:09 PM · 30 sept. 2021

37 2 Partager ce Tweet

Tweetez votre réponse.

Ce que Stéphanie Rist, députée de la première circonscription du Loiret depuis le 21 juin 2017 et rhumatologue de métier, explique : "Depuis le début de notre mandat, depuis quatre ans, on travaille avec l'ensemble des députés de la région pour essayer de porter le message des difficultés d'accès aux soins dans notre région. On voulait redire notre spécificité, et notamment notre nombre d'étudiants en médecine, nettement inférieur aux autres régions auxquelles on peut se comparer en nombre d'habitants".

Les députés demandent une augmentation des effectifs d'étudiants en médecine

En effet, le Centre-Val de Loire ne dispose que d'un seul CHU (Centre Hospitalier Universitaire) à Tours en Indre-et-Loire, et la formation de médecins est donc trop limitée. Dans leurs propositions, les députés parlent de porter à 500 d'ici 2025 le nombre d'étudiants chaque année. Il n'est que de 300 actuellement.

Les députés demandent également le désengorgement des cabinets médicaux et l'accès direct à certains professionnels de santé. "C'est une mesure que je vais porter aussi dans le budget de la Sécurité sociale de cet automne", poursuit Stéphanie Rist :

“ Elle permettrait aux patients d'aller tout de suite chez le kiné, quand ils ont une entorse ou une douleur de dos, afin qu'ils ne perdent pas de temps et que ça libère du temps de médecin. ”

Stéphanie Rist, députée LREM du Loiret

Des bus médicaux en zones rurales

Dans le même ordre d'idées, les bus médicaux pour se rendre dans les zones rurales peuvent permettre un accès aux soins plus rapide et plus aisé. Savoir si ces mesures sont applicables, et quand, n'est pas encore tranché. "Ce qui a été entendu vraiment, c'est la spécificité de notre région avec son seul CHU. Le Premier ministre a dit qu'il reviendrait vers nous avant la fin de l'année pour nous faire connaître ses décisions par rapport à nos propositions et éventuellement d'autres. Notre liste n'est pas exhaustive".

À quelques mois d'une élection présidentielle où les problèmes de santé et d'accès aux soins vont bien sûr compter dans les propositions des candidats, la majorité n'entend pas passer son tour. C'est l'heure des bilans des actions concrètes menées dans ce domaine. Pour les députés, c'est le moment d'essayer d'obtenir plus pour leurs territoires. Ceux du Centre-Val de Loire l'ont bien compris.

Les dix propositions présentées au Premier ministre

- Porter le nombre d'étudiants en médecine à l'Université de Tours à 500 chaque année d'ici 2025 (Ils sont actuellement 300).
- Faciliter les stages inter-CHU.
- Expérimenter un accès direct sans prescription à certains professionnels de santé comme les kinésithérapeutes ou les orthophonistes.
- Doubler le nombre d'infirmiers et d'infirmières.
- Expérimenter un financement des professionnels de ville dans le cadre de la labellisation des hôpitaux de proximité.
- Créer un comité régional des protocoles de coopération.
- Augmenter le nombre de médecins sur notre territoire en faisant passer de 50 à 170 le nombre de médecins étrangers.
- Augmenter de 50% le nombre d'infirmiers en pratiques avancées.
- Créer une "prime de responsabilité territoriale" à savoir expérimenter la mise en place d'une prime visant à inciter les médecins à s'engager sur des objectifs de couverture géographique de soin, définis en lien avec l'ARS (Agence Régionale de Santé) et les collectivités locales.
- Permettre à un bus par département de proposer des consultations médicales pluridisciplinaires pour atteindre les zones rurales.

Pour information, les députés signataires de ces dix propositions sont : Stéphanie Rist, Philippe Chalumeau, Fabienne Colboc, François Cormier-Bouligeon, Nadia Essayan, Caroline Janvier, François Jolivet, Guillaume Kasbarian, Loïc Kevran, Daniel Labaronne, Richard Ramos, Philippe Vigier, Sabine Thillaye.

Les réponses à vos questions #OnVousRépond

- [Test Covid pour les vaccinés : toux, nez qui coule, faut-il se faire tester aux premiers symptômes ?](#)
- [QR Code volé, tests pour un voyage à l'étranger, pass chez le dentiste : on répond à vos questions](#)